



Délégation aux collectivités  
TERRITORIALES



# MISSION SUR LES SERVICES PREFECTORAUX ET DECONCENTRES

-

## À LA RECHERCHE DE LA PLACE DE L'ÉTAT DANS LES TERRITOIRES

Point d'étape



## L'avancement de la mission

- **Quatre** auditions en séance plénière
- **Douze** auditions par les rapporteurs
- Une enquête, par questionnaire, auprès des **élus locaux**
- Un questionnaire aux **préfets** et sous-préfets



## Les données quantitatives

- **Questionnaire aux élus locaux:**
  - 1 393 répondants
  - 62,4 % de maires; 17,4 % d'adjoints; 20,2 % de conseillers
- **Questionnaire auprès des préfets et des sous-préfets**
  - 108 répondants (sur une population de 375 personnes selon la DMAT)
  - 26 % de préfets; 71 % de sous-préfets



Délégation aux collectivités  
**TERRITORIALES**

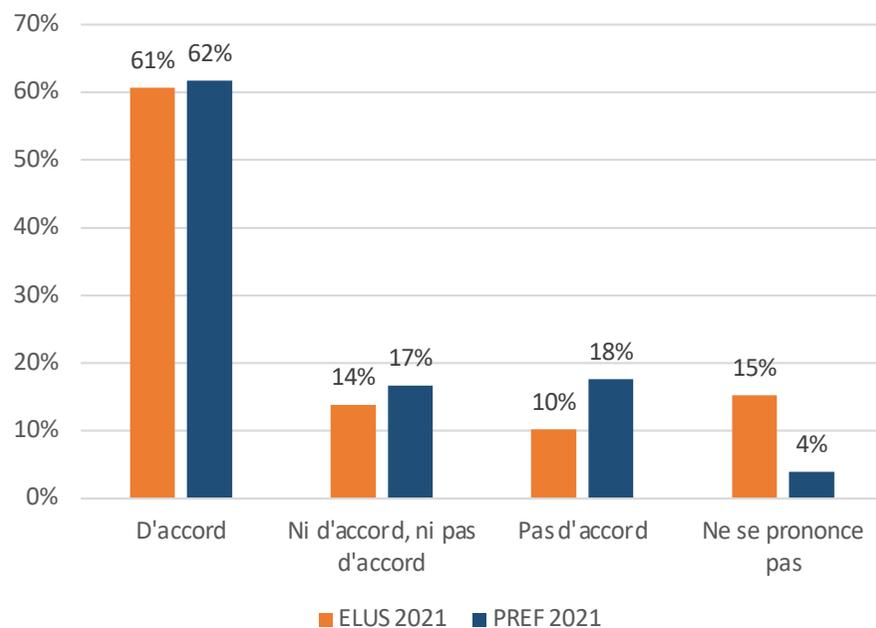


## **LE DIAGNOSTIC**

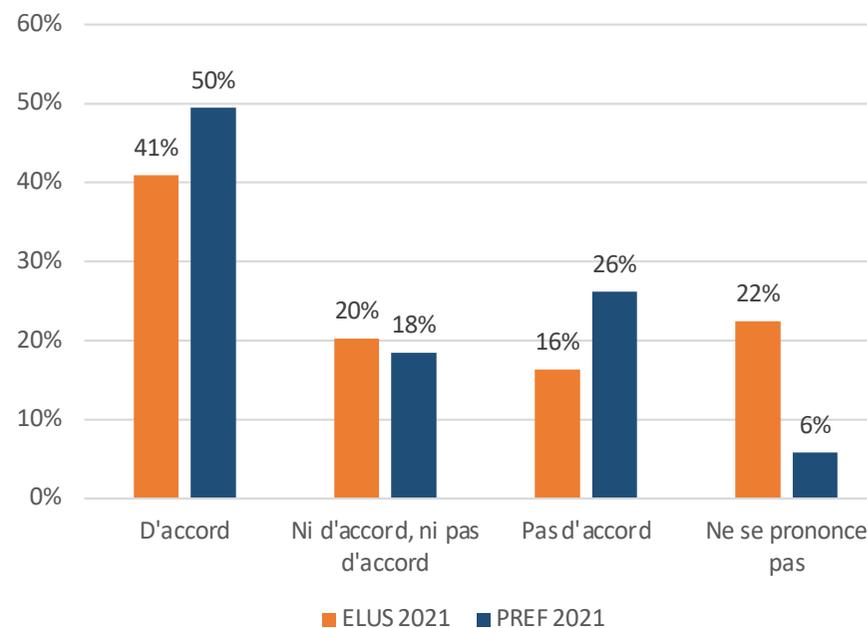


## Une réforme qui apparaît nécessaire...

La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat est-elle souhaitable?



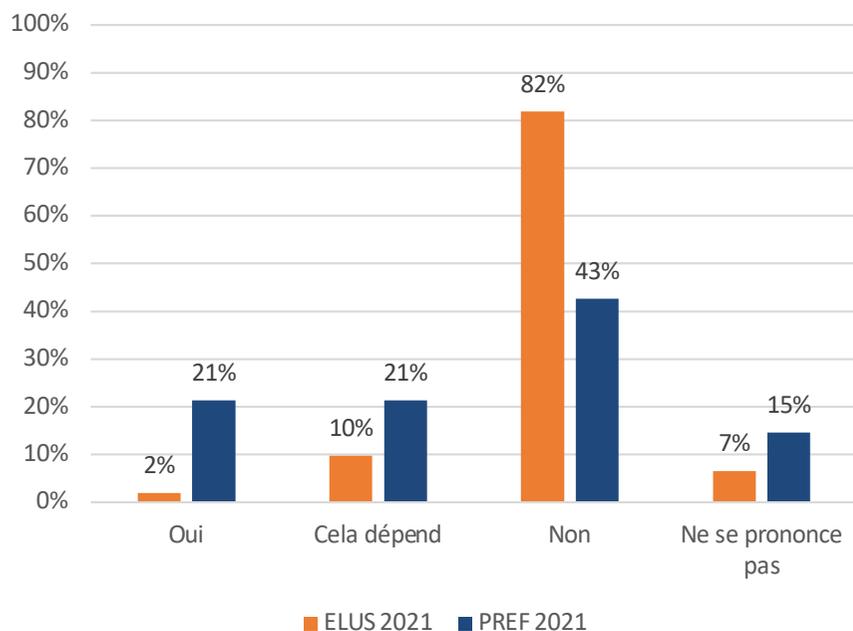
La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat est-elle pertinente?



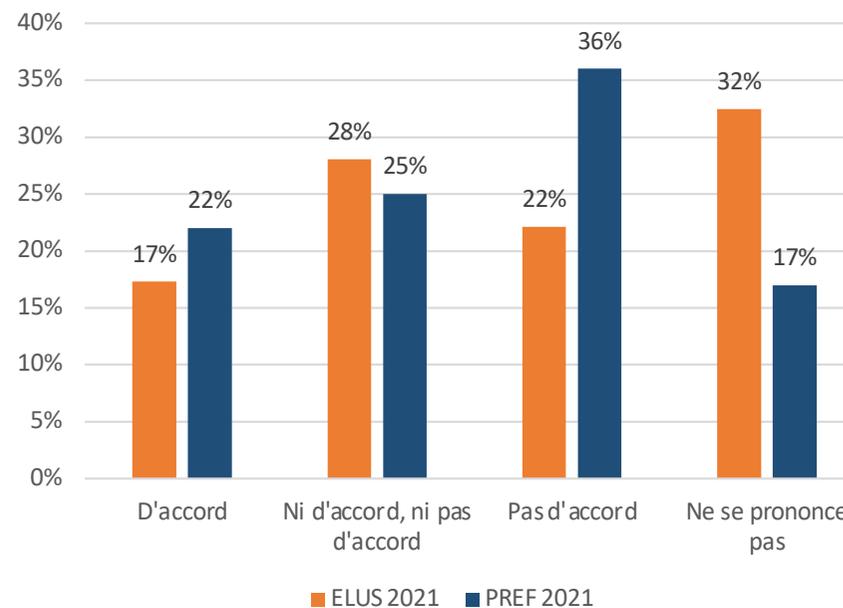


## ...mais une absence de concertation, d'information et d'accord global...

Sentiment d'association aux réformes des services déconcentrés de l'État



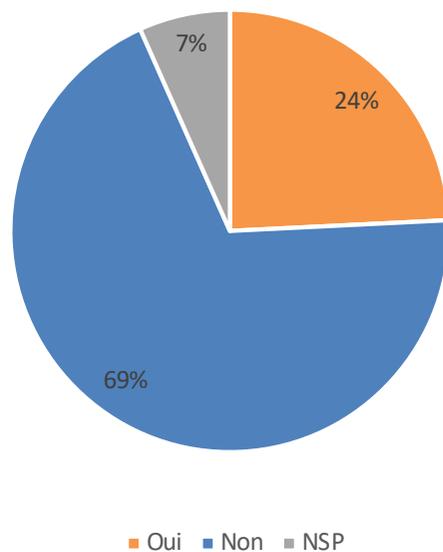
La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat répond à mes attentes



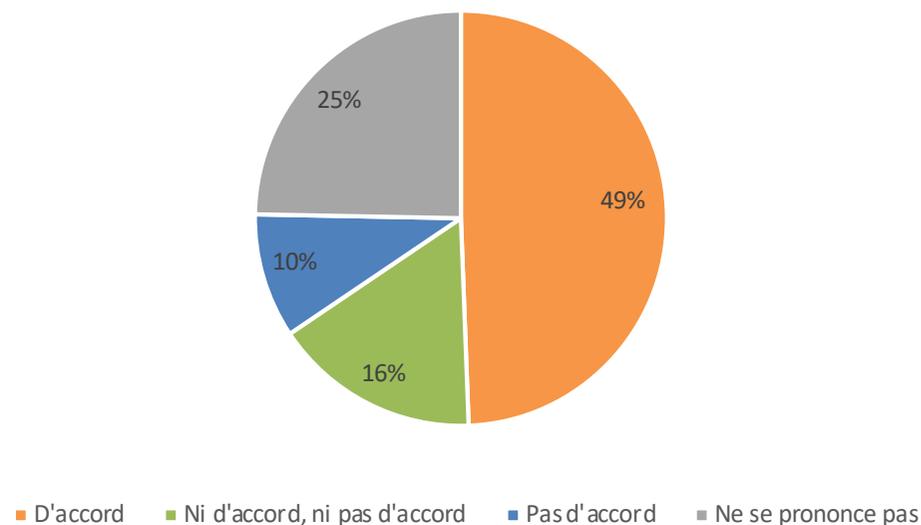


## ...pour une réforme mal connue ayant potentiellement des conséquences locales

Connaissance du renforcement du rôle du préfet en %  
ELUS2021



Les réformes des services déconcentrés vont induire  
un report de charge %  
ELUS2021





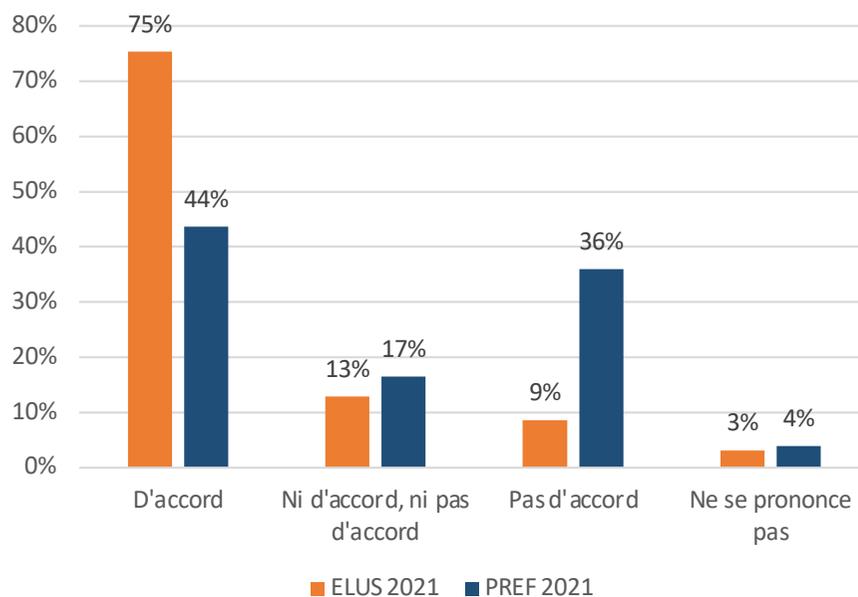
## ...dont le bilan est mitigé

- **58,5 %** des répondants élus **estiment que les moyens** dont disposent les services déconcentrés de l'État pour répondre à leurs demandes **sont insuffisants**
- **61 %** estiment qu'à l'issue des différents plans de modernisation des services déconcentrés de l'État **il est difficile de trouver le bon interlocuteur administratif**
- **70,1 %** estiment que leurs interlocuteurs administratifs **ne demeurent pas en fonction assez longtemps** pour bien connaître leur territoire

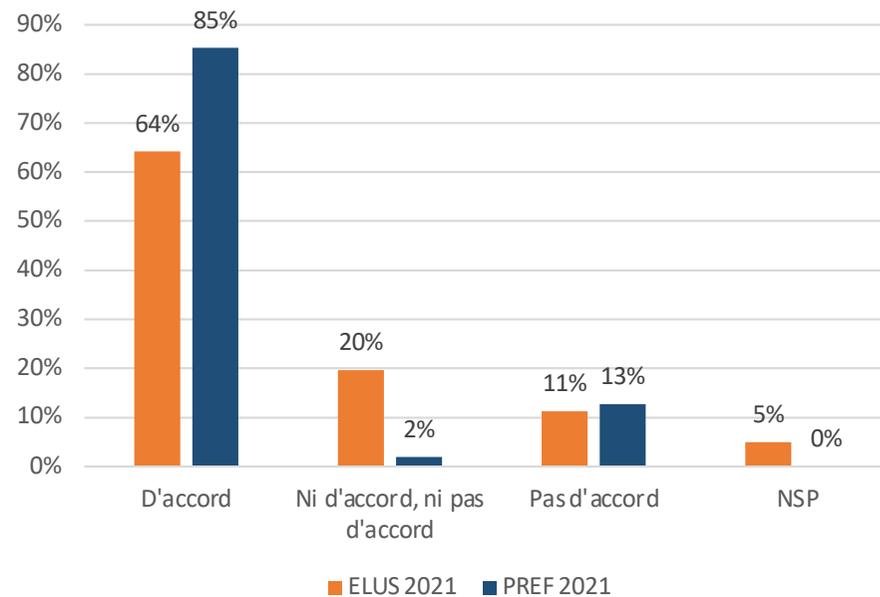


## ... avec un regard critique partagé sur l'État local - a

Le service public de l'Etat s'est dégradé sur mon territoire



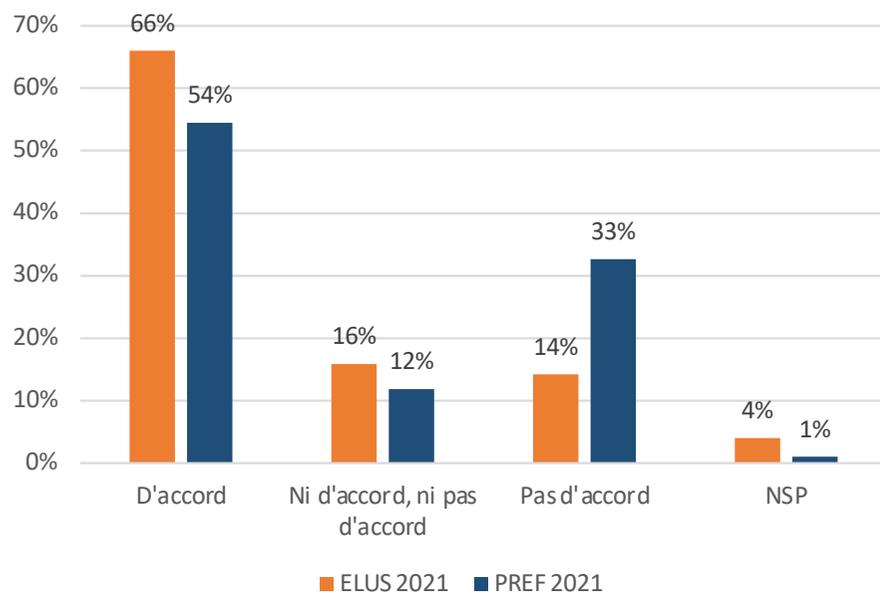
L'organisation territoriale de l'Etat est trop souvent réformée



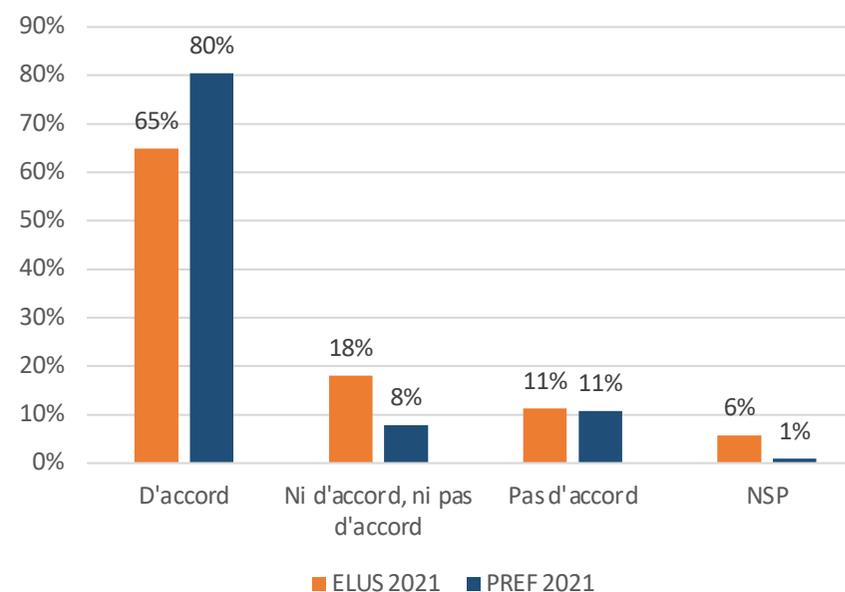


## ... avec un regard critique partagé sur l'État local - b

Il y a trop de doublons entre les services de l'État et ceux des collectivités locales



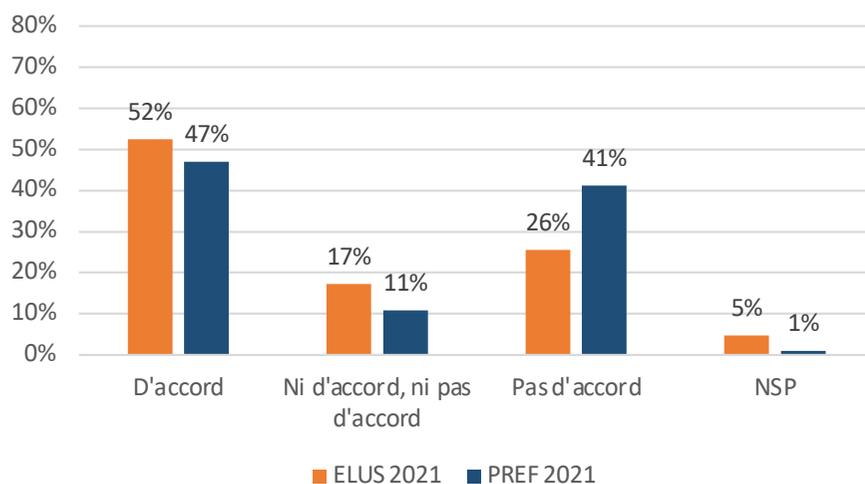
Les agences de l'État (ANRU, ADEME...) sont trop nombreuses



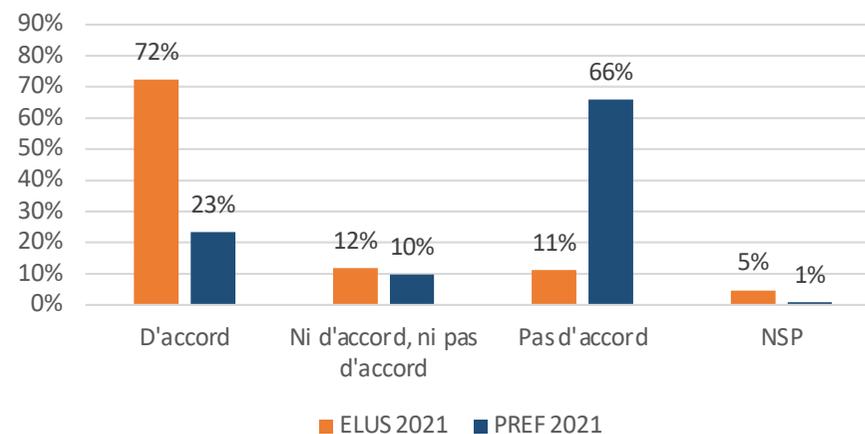


## ... et une demande de souplesse

L'Etat doit complètement renoncer aux compétences qu'il a décentralisées



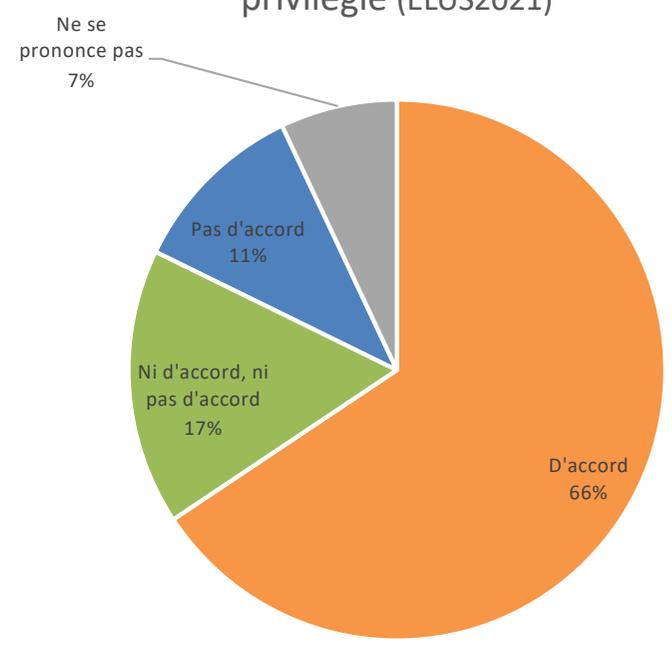
Les collectivités locales doivent avoir un pouvoir d'adaptation des normes législatives et réglementaires



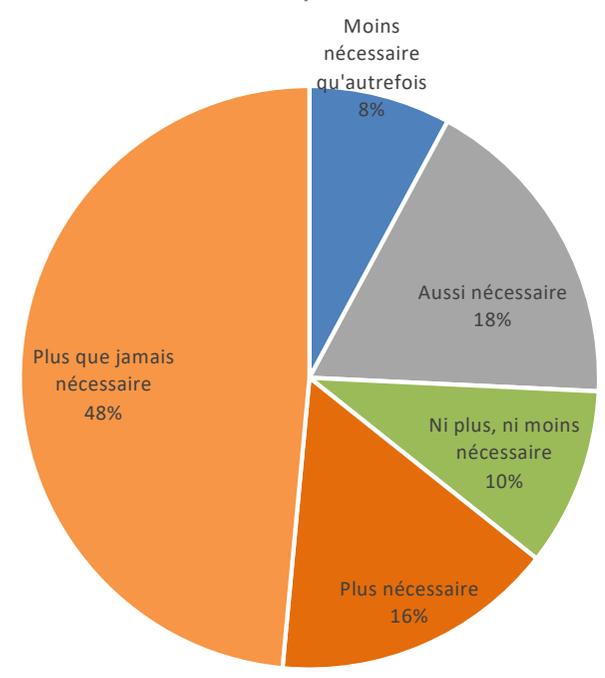


## ...et de proximité

Le sous-préfet est un interlocuteur privilégié (ELUS2021)



La fonction de sous-préfet est (PREF2021):





## **...sans que cela se fasse au détriment des collectivités**

- **73,2 % des répondants élus estiment que les collectivités locales ont compensé le retrait de l'État**
- **89,2 % estiment que les réformes de l'État induisent systématiquement un report de charges sur les collectivités locales**



## Les champs d'action prioritaires des services déconcentrés de l'État selon les élus : entre services publics et régaliens

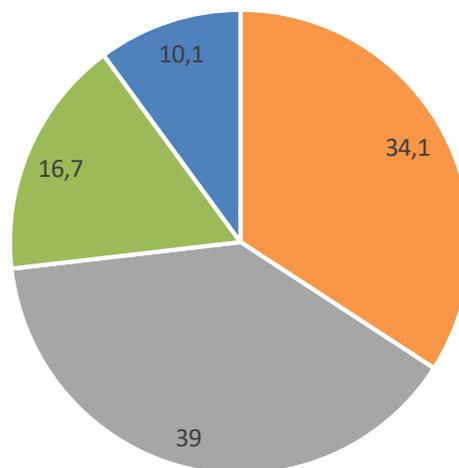
*Moyenne des différents items sur une échelle allant de 1, élément peu souhaitable à 10, élément très souhaitable*

|     |                                |
|-----|--------------------------------|
| 8,6 | Sécurité                       |
| 8,4 | Santé                          |
| 8,2 | Gestion des crises             |
| 8,2 | Lutte contre la fraude         |
| 7,5 | Immigration                    |
| 7,5 | Emploi et travail              |
| 7,4 | Équilibre territorial          |
| 7,3 | Environnement                  |
| 7,2 | Cohésion sociale               |
| 6,9 | Contrôle de légalité           |
| 6,9 | Développement économique       |
| 6,9 | Economie                       |
| 6,8 | Aménagement                    |
| 6,8 | Ingénierie territoriale        |
| 6,4 | Fonction publique territoriale |
| 6,4 | Logement                       |
| 6,1 | Urbanisme                      |
| 5,8 | Commande publique              |
| 5,6 | Sport                          |
| 5,5 | Culture                        |



## Focus 1 : l'ingénierie territoriale - a

Niveau d'ingénierie territoriale dont disposent  
les élus %

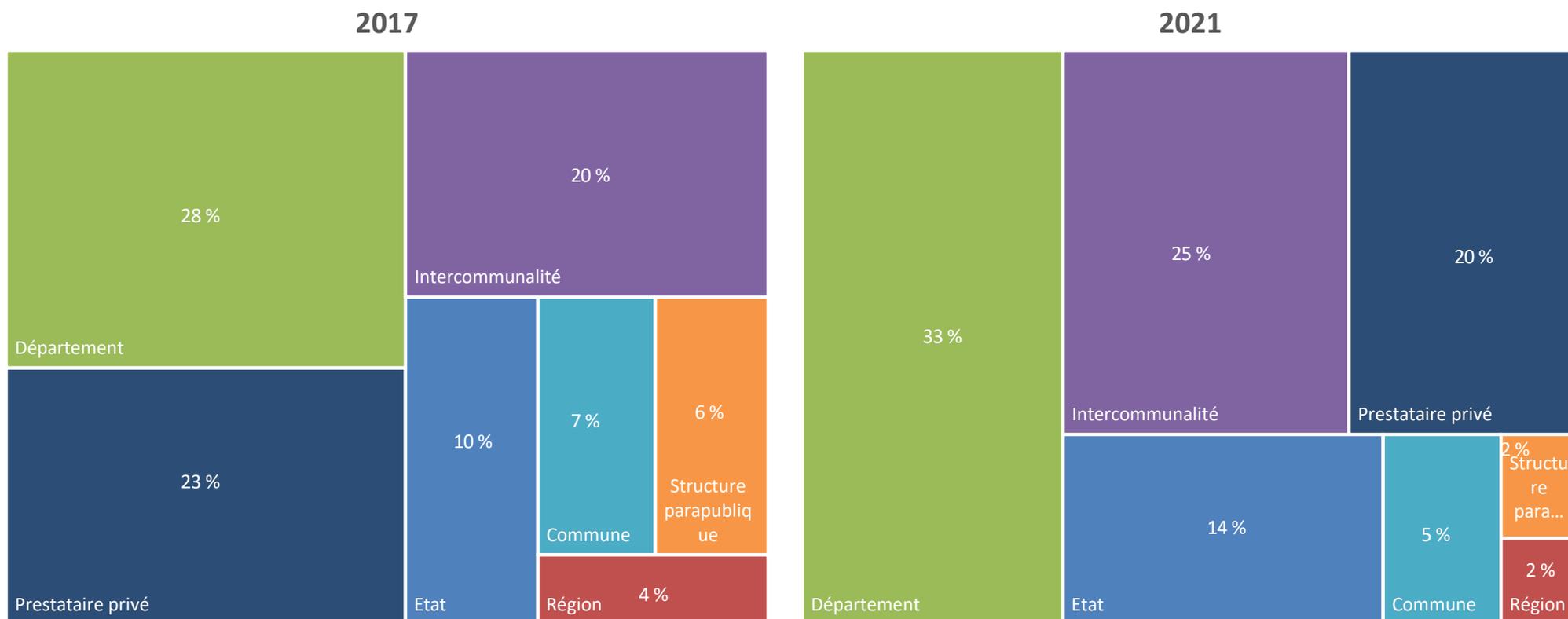


■ Bon ■ Ni bon, ni mauvais ■ Mauvais ■ NSP



## Focus 1 : l'ingénierie territoriale - b

Lors du lancement d'un projet complexe, à qui les élus locaux font-ils appel?





## Focus 1 : l'ingénierie territoriale - c

### ANCT: la lente émergence

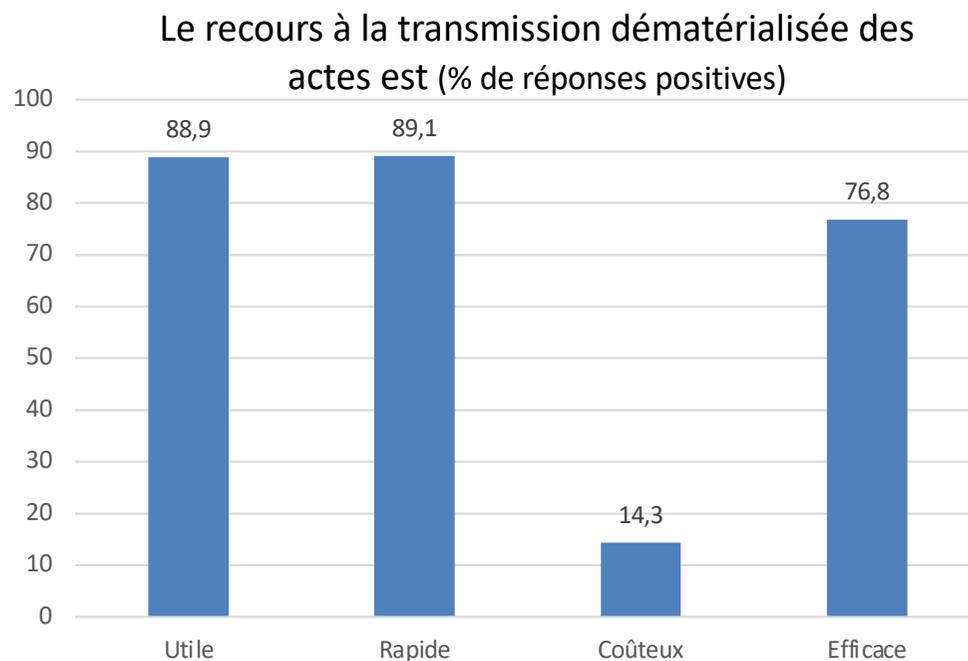
- **À peine plus d'un élu sur deux (51,7 %) connaît l'ANCT**
- **Mais seuls 10,1 % d'entre-eux ont fait appel à ses services**



## Focus 2 : le contrôle de légalité - a

### L'affirmation de la transmission dématérialisée des actes

**76,2 %** C'est le pourcentage des élus dont la commune ou le groupement transmet les actes soumis au contrôle de légalité par voie dématérialisée

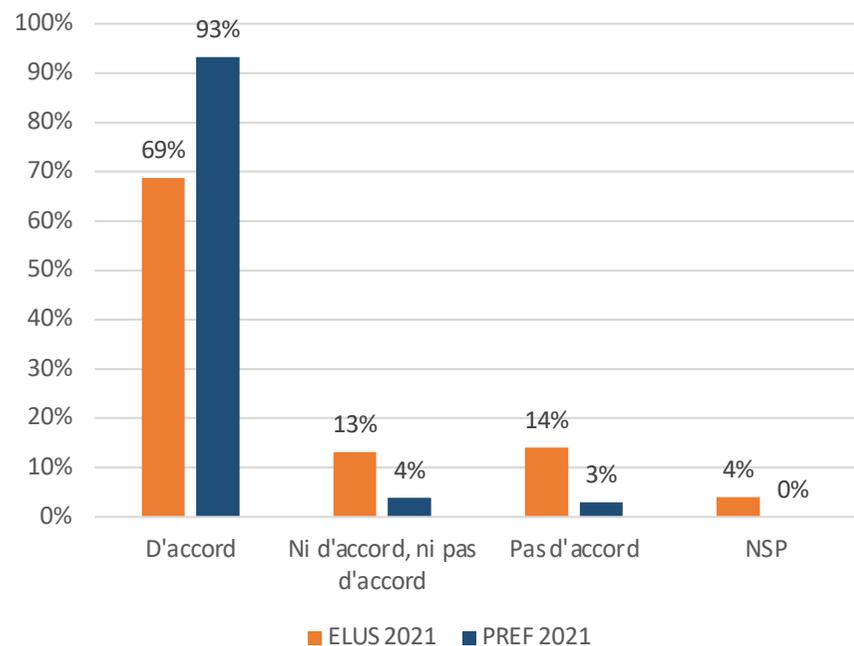




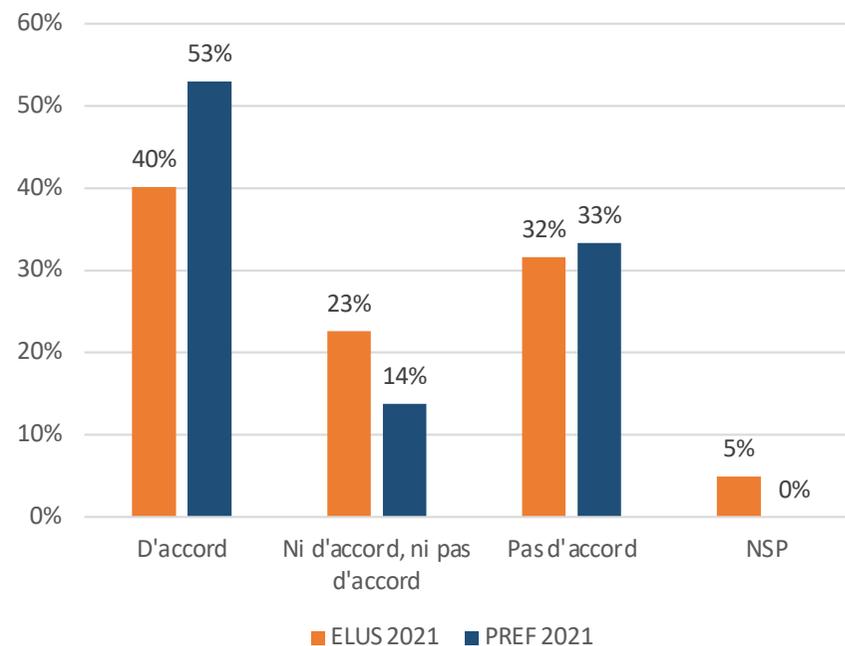
## Focus 2 : le contrôle de légalité - b

### Un jugement globalement positif

Le contrôle de légalité est-il protecteur ?



Le contrôle de légalité est-il contraignant ?

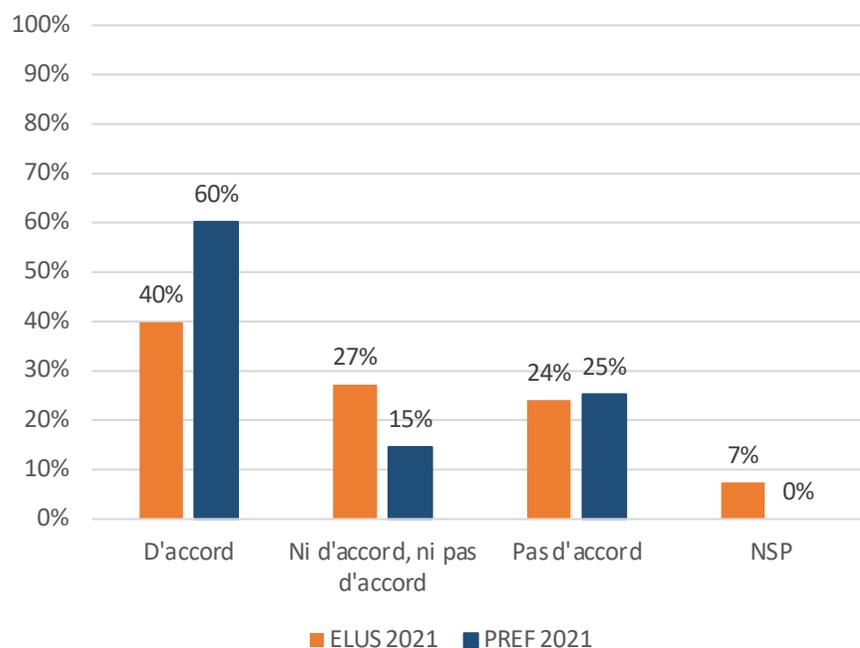




## Focus 2 : le contrôle de légalité - c

Un jugement globalement positif et quelques limites

Le contrôle de légalité est-il efficace ?



**40,2 %** des élus jugent le contrôle de légalité contraignant

**63,5 %** ne connaissent pas la technique du rescrit

seulement **7,2 %** l'ont utilisé

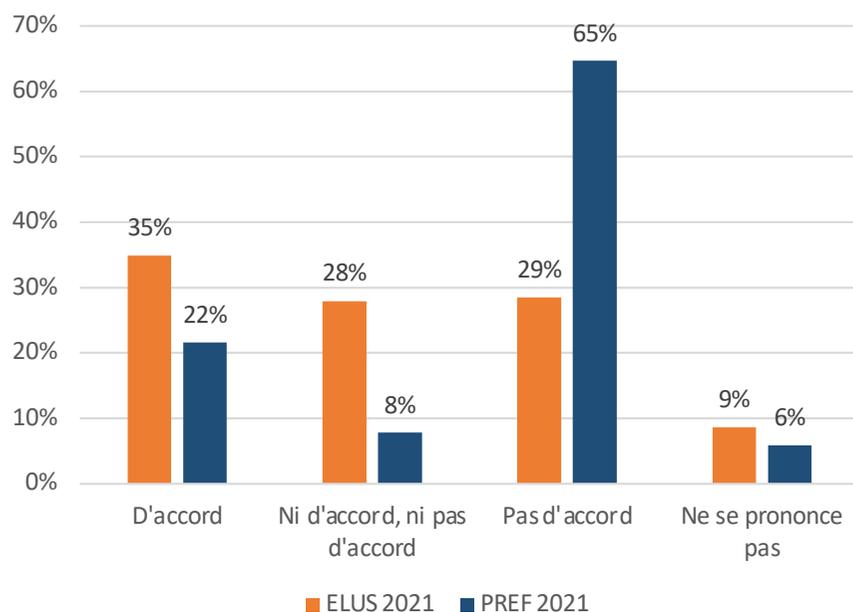
**74 %** des membre du corps préfectoral estiment ne pas disposer d'assez de moyens pour contrôler les actes des collectivités



## Focus 2 : le contrôle de légalité - d

### Des différences d'appréciation entre élus et représentants de l'État

Le champ des actes transmis au titre du contrôle de légalité doit être réduit



Des démarches d'« autocontrôle » de la légalité des actes sont possibles

